

Le "tous pourris" reprend de la vigueur

■ Premier résultat de notre sondage trimestriel: le "Kubla-gate" et le "De Decker-gate" ont marqué les Belges.

Que ressentent les Belges à l'égard de la récente affaire Kubla et à l'affaire De Decker? Le nouveau sondage "La Libre-RTBF-Dedicated" est sans appel. Le mélange des genres entre la carrière politique et des activités professionnelles connexes inquiète dans les chaumières. En effet, 67% des sondés sont persuadés que les activités professionnelles des politiciens en marge de leurs mandats d'élus sont toujours, souvent ou régulièrement la cause de corruption et de conflits d'intérêts.

Grave constat

Ce score pose un grave constat car il met en évidence de manière criante un rejet de la classe politique par les citoyens, un soupçon général de leur part contre leurs propres mandataires. En gros, les Belges versent en grande majorité dans le "tous pourris".

A ce sujet, le résultat de notre grande enquête trimestrielle est encore plus marqué en Wallonie et à Bruxelles: dans ces deux régions, le "score" est de 73%. Tandis qu'en Flandre, seulement 63% des personnes interrogées pensent que les politiciens mélangent allègrement leur métier privé quand ils en ont un et leurs activités politiques avec de la corruption à la clef.

Et combien de sondés estiment que les élus

qui ont des activités sur le côté ne risquent pas du tout de tomber dans le conflit d'intérêt et autres "embrouilles"? Le scepticisme des Belges est dramatique: seuls 2% des sondés à l'échelle du pays estiment que les politiciens restent parfaitement honnêtes quoi qu'il arrive.

Toutefois, le seuil de tolérance à l'égard des élus qui s'occupent "sur le côté" varie fortement selon le niveau de leur mandat. En effet, selon notre sondage, 41% des Belges estiment même qu'il est souhaitable que les élus locaux ne se contentent pas de leur seule fonction politique et cumulent avec des emplois tels que médecin, chef d'entreprise, avocat, etc.

De Decker dans le viseur

Par contre, la tolérance pour les parlementaires qui mènent une autre vie professionnelle en plus de leurs occupations dans une assemblée est très faible: seulement 18% des personnes interrogées sont d'accord. Autrement dit, le député bruxellois MR Armand De Decker est dans le collimateur des citoyens, lui qui comme avocat a obtenu une transaction pénale pour le milliardaire

belgo-kazakh Patokh Chodiev contre des honoraires mirifiques.

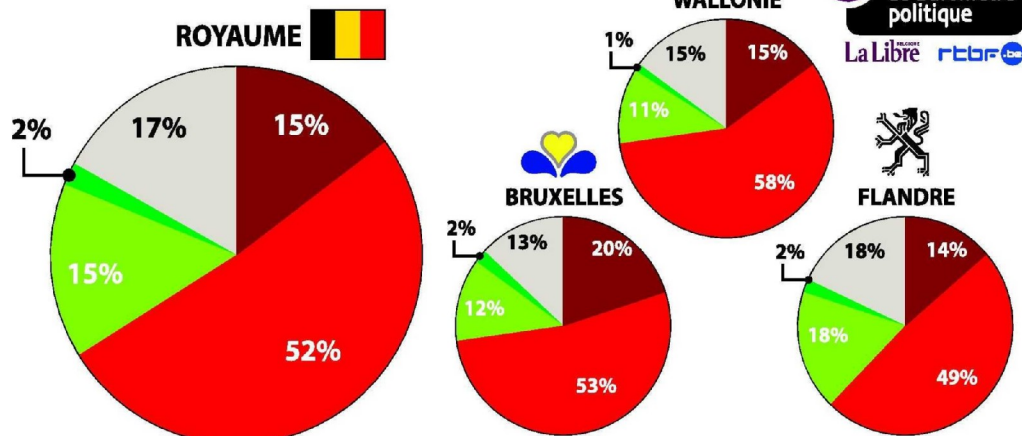
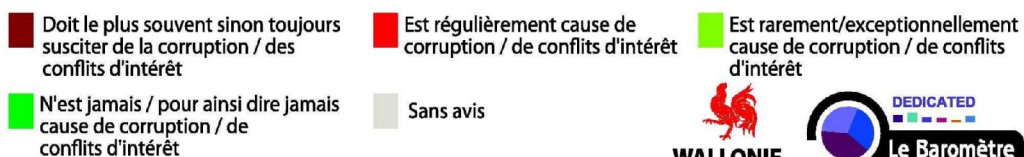
D'ailleurs, quand on interroge la population sur les cas de personnalités haut placées qui utilisent leur carnet d'adresses pour obtenir des accords avec la justice belge, naturellement, les critiques pleuvent: 63% des Belges pensent que ce genre de pratiques n'est pas souhaitable. 23% des sondés n'ont cependant pas d'avis sur la question.

F.C.

Le député MR Armand De Decker est pointé par les citoyens belges pour son travail d'avocat dans l'affaire Chodiev.

Risques de corruption des mandataires politiques

Pensez-vous que d'une manière générale, en Belgique, l'exercice par les politiques de leur métier en marge de leurs activités politiques...



Source : Dedicated, La Libre - RTBF, mars 2015

IPM Graphics